Les camps du Darfour : Vers un désir de ville. Etude des concentrations de populations déplacées dans un contexte de guerre ou insurrectionnel – l'exemple du Darfour

Refugee Camps in Darfur: to a urban desire

Philippe Quintin

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rge/1997>

DOI : 10.4000/rge.1997

ISSN : 2108-6478

Éditeur

Association des géographes de l'Est

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2009

ISSN : 0035-3213

Référence électronique

Philippe Quintin, « Les camps du Darfour : Vers un désir de ville. Etude des concentrations de populations déplacées dans un contexte de guerre ou insurrectionnel – l'exemple du Darfour », *Revue Géographique de l'Est* [En ligne], vol. 49 / 4 | 2009, mis en ligne le 02 novembre 2010, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rge/1997> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rge.1997>

Ce document a été généré automatiquement le 8 septembre 2020.

Tous droits réservés

Les camps du Darfour : Vers un désir de ville. Etude des concentrations de populations déplacées dans un contexte de guerre ou insurrectionnel – l'exemple du Darfour

Refugee Camps in Darfur: to a urban desire

Philippe Quintin

Introduction

- 1 Déjà 5 ans que plus de 2 millions de personnes ont dû quitter leur village, leur zone de culture pour fuir l'insécurité des campagnes. Regroupées dans des camps pour beaucoup situés aux abords des zones urbaines ou des gros bourgs ruraux facilitant ainsi leur approvisionnement et leur accessibilité, elles vivent dans des conditions de précarité et de dépendance qu'elles n'avaient sans doute jamais connues. Cette concentration nécessaire à leur prise en charge peut être également considérée d'un point de vue plus distant comme une accélération des processus d'exode rural sur le continent africain depuis plusieurs décennies. Si cette accélération a été engendrée directement par une situation conflictuelle ou insurrectionnelle, sa prolongation, c'est-à-dire son ampleur actuelle, a quant à elle été induite en partie par l'intervention des Organisations Non Gouvernementales qui de part la spécificité de leurs actions et le volume de personnes à assister, polarisent l'espace autour des zones où elles s'implantent. Ainsi pour des raisons de sécurité et d'accessibilité, par la concentration de l'aide elle même conditionnée par ces facteurs, tous les éléments ont ainsi été réunis

pour engendrer un formidable processus de concentration humaine qui se transforme au cours du temps en concentration urbaine ou sub-urbaine.

- 2 Toutefois, de cette concentration à une véritable intégration urbaine des populations concernées il y a un pas qu'il est difficile de franchir pour deux raisons majeures. D'une part, l'idée même que cette situation forcée est appelée à durer et à se solidifier est en soit un aveu d'échec pour les acteurs humanitaires qui y voient sans doute l'aboutissement des exactions passées. D'autre part, la concentration de populations en un lieu même urbanisé n'en fait pas pour autant des urbains. Déracinés, appelés à changer radicalement de mode de vie pour s'adapter à un nouvel environnement « artificialisé » par l'action internationale, ils ne sont pas pour autant intégrés à des structures urbaines parfois précaires ou naissantes. Néanmoins malgré ces réserves, beaucoup de camps de part leur "masse" et leur proximité immédiate avec le réseau urbain sont appelés à s'y intégrer.

I. Espaces et territoires du Darfour

- 3 Loin d'être homogène humainement et géographiquement, le Darfour est avant tout une région en marge presque engoncée entre le Tchad qui la convoite dans une certaine mesure et le Soudan dont elle dépend. Cet immense espace pratiqué par des pasteurs et exploité par des agriculteurs est essentiellement rural même s'il accueille quelques villes importantes que sont les capitales des trois provinces qui le composent. Entre ces pôles on trouve un réseau urbain de faible densité structuré en grande partie autour de gros bourgs ruraux tournés vers leur territoire dont ils drainent la production agricole.
- 4 Articulée autour du massif du Djebel Marra (La grande montagne en Fur) cette région présente des aspects fort contrastés qui expliquent une partie de son fonctionnement et de ses dynamiques. A ce titre les dars (territoires traditionnels) tiennent une place particulière dans la structure des relations de propriété de la terre, de sa gestion et dans l'imaginaire des déplacés qui s'y réfèrent comme à une donnée immuable ici gardienne d'un temps ancien idéalisé. Comme le montre la figure1 ci-dessus, le Darfour est découpé en dars dont la gestion revient à une tribu qui le possède (figure 1)¹. Le Darfour est ainsi globalement divisé en deux grandes zones. Dans sa partie nord et centrale, les dars sont censément gérés de manière coutumière par des tribus "africaines" et au sud par des tribus "arabes". Même s'il est nécessaire d'éviter toute caricature et toute généralisation, cette séparation est importante. La distinction entre tribus africaines et arabes bien que parfois inadéquate traduit ici une véritable partition du Darfour en deux systèmes géographiques distincts. Bien évidemment un dar contrôlé par telle ou telle tribu est également occupé par d'autres populations qui, avec l'autorisation de la première, peuvent utiliser une partie de l'espace pour l'agriculture ou pour y faire transiter leurs troupeaux lors des transhumances annuelles. Ce fonctionnement traditionnel avec un contrôle tribal du sol, de la ressource et par extension l'appropriation territoriale n'est viable que si la densité humaine est faible et que la ressource essentielle, c'est-à-dire, la ressource hydrique est accessible par tous.

Figure 1 : Espaces et territoires au Darfour

- 5 Comme le montre également cette carte, la région est traversée du nord au sud par des routes de migration qu'empruntaient les nomades pour acheminer leurs troupeaux dans les zones de pâturage. En effet à l'heure actuelle, ces migrations sont fortement perturbées par le conflit qui en a visiblement réduit l'ampleur. Elles se concentrent dans les zones proches du centre de la région, c'est-à-dire autour de la ceinture agricole aux abords du Jebel Marra. Certaines tribus comme les Maaliya, originaires de l'est de Nyala ne se déplacent maintenant au mieux que de 100 kilomètres. Au sud-ouest du Jebel Marra dans la région de Kass, certains groupes Rezeigat ont des déplacements encore plus faibles. L'espace abandonné par les populations d'agriculteurs déplacées dans les camps permet aux pasteurs nomades de pallier ce problème de transhumance. Ils occupent alors d'anciennes zones agricoles vidées de leurs populations. Dans certaines régions par contre lorsque les agriculteurs sont restés, généralement sous la protection de groupes armés, la cohabitation y est alors particulièrement difficile et les heurts violents monnaie courante.
- 6 Cette carte, au regard de la situation actuelle, représente donc une image du passé. Ce dernier reste cependant très présent en particulier dans le discours des déplacés qui s'appuient sur cet état de fait que légitimait la gestion coutumière de la terre. Elle nous semble donc indispensable puisqu'elle permet une compréhension tant générale que locale des problèmes de la terre au Darfour. Il ne faut bien évidemment pas négliger les éléments politiques qui échappent à cette simple logique d'appropriation ou de contrôle, mais cette dernière apporte des éléments de réponse intéressants.

II. Brefs rappels sur les déplacements

- 7 Il nous a paru important de revenir sur le cœur du problème du Darfour que sont les déplacements de populations. S'ils ont été massifs, il est aisé de le constater sur le terrain, il ne faut pas occulter une réalité qui, sans minimiser significativement l'ampleur du phénomène, pose néanmoins question. En effet, la population des camps est comptabilisée en partie pour répondre aux besoins des organisations internationales qui doivent nourrir les déplacés et d'autre part pour tenir des statistiques destinées au suivi de la situation. Les ONG recensent donc les populations des camps lors de leur enregistrement afin qu'elles puissent obtenir une carte indispensable à l'obtention de l'aide alimentaire lors des distributions. Le comptage est effectué généralement par des personnels des ONG qui passent dans les camps, d'abri en abri, afin d'obtenir auprès des déplacés les informations nécessaires à leur enregistrement (nombre de personnes etc). Cette méthode en plus d'être fastidieuse est particulièrement imprécise.
- 8 Venant renforcer cette situation, le rôle joué par les cheiks² vient également perturber la qualité des résultats. En effet, comme le montre les enquêtes menées dans les camps, une grande partie d'entre eux est composée de nouveaux cheiks. Les représentants traditionnels des populations villageoises n'ayant plus parfois ce rôle dans les camps, d'autres ayant été tués, de nouveaux cheiks sont désignés pour remplir ce rôle voire se sont autoproclamés lors de leur arrivée dans le camp pour occuper ce poste. Moins légitime dans cette position d'autorité, ils l'assoient parfois sur leur capacité à mobiliser des moyens pour la communauté qu'ils dirigent. On observe donc parfois des cheiks qui, armés de listes de déplacés (ils participent également à l'effort de recensement), viennent réclamer leur prise en compte par les ONG sans qu'il soit possible de vérifier la qualité de ces dernières. Entre ces exagérations en termes de volume de déplacés, l'imprécision de la méthode, les arbitrages et bien évidemment les mouvements de déplacés non déclarés et surtout non connus il est naturel que les chiffres fournis par Ocha³ qui émanent en partie de la collecte effectuée par les ONG, soient pour le moins imprécis et sans doute exagérés.
- 9 A contrario, et cela nous semble tout aussi important, une partie des déplacés est dispersée en milieu rural et échappe en grande partie au comptage, en tout cas à un recensement précis même si les ONG présentes tentent de connaître leur nombre. Ils sont généralement originaires de la région dans laquelle ils tentent de survivre. La volatilité de cette population la rend donc partiellement insaisissable. Si l'on ajoute donc l'imprécision des recensements dans les camps, l'absence ou le caractère aléatoire de ces mêmes démarches en milieu rural, on peut finalement poser l'hypothèse que les chiffres évoqués par Ocha sont incomplets et que le suivi de la population des camps soumis aux aléas des comptages est une triste illusion sur lequel on ne peut se baser que pour en tirer des ordres de grandeurs.

Figure 2 : Evolution du nombre de déplacés

- 10 Comme le montre le graphique ci-dessus, le nombre global de déplacés n'a cessé de croître depuis 2004 et les mouvements de populations ont touché plus particulièrement le sud de la région pour atteindre selon Ocha un volume d'environ 2,5 millions de personnes en 2008 c'est-à-dire plus du double de celui de 2004. Bien que ce chiffre soit sujet à caution il traduit néanmoins une généralisation des déplacements à l'échelle régionale qui concernent à l'heure actuelle environ 30% de la population du Darfour. Pour être plus précis il faudrait bien évidemment ne pas prendre en compte la population urbaine (non touchée directement par les exactions) mais l'absence de recensement fiable de la population ne nous a pas permis d'évaluer cette dernière. Nous estimons cependant à environ 50-60 % la population non urbaine (c'est-à-dire villageoise rurale) déplacée en 2008.
- 11 Le Darfour rural étant vidé d'une partie de sa population, les nouveaux déplacements ont donc touché des zones encore épargnées ou d'autres qui ont fait l'objet d'enjeux souvent complexes qui sont venus s'ajouter au mouvement général.

III. L'origine des déplacés

- 12 L'un des points importants a consisté à tenter de localiser l'origine géographique des déplacés en fonctions des camps que nous avons observés. En effet, les camps sont majoritairement situés dans la zone centrale du Darfour, il est donc important de savoir si leur implantation coïncidait avec les zones d'origine des déplacés. Cette interrogation nous paraît centrale puisque qu'elle déterminera en partie les facilités de retour des déplacés. Aborder ce sujet était également un moyen de tenter de comprendre quelles avaient été les éléments déclencheurs du conflit. Afin d'éviter un catalogage rébarbatif nous avons divisé les camps en plusieurs catégories et observé leurs zones d'origine respectives. Nous avons donc distingué les grands camps (Kalma, Abu Shok et Al Salam (El Fasher), les camps de taille inférieure et moyenne (Otash, Kass et Al Salam (Nyala) et enfin les camps en zone rurale. Pour chacune de ces catégories nous avons agrégé les données récoltées auprès des déplacés et des cheiks afin de tracer des zones d'origine. Nous avons hésité à classer le camp de Kass dans les camps ruraux puisqu'il s'agit d'une petite ville commerciale qui n'a plus rien d'un simple bourg rural. Toutefois, en son sein les nombreux camps sont très individualisés et petits et accueillent des populations souvent très homogènes en terme d'origine tribale. Ils n'ont rien de commun avec les camps des zones urbaines telles que Nyala ou

El Fasher c'est pourquoi nous avons décidé de le classer dans la catégorie des camps ruraux.

- 13 Les deux capitales régionales que sont Nyala et Al Fasher (nous n'avons pas étudié El Geinena faute d'accès⁴) concentrent les déplacés originaires d'une zone très importante. Concernées par l'implantation des camps depuis le début de la crise du fait de leur taille et des accès logistiques qui permettent d'acheminer l'aide humanitaire, elles ont concentré, dès les premiers temps du conflit, les moyens internationaux destinés à accueillir les déplacés. Toutefois comme nous le verrons par la suite, au sein même de ces zones urbaines on note la présence de camps de tailles très variées dont les zones de "captation" sont elles aussi très différentes les unes des autres. Il nous est impossible de retracer l'histoire de chacun de ces camps par contre en fonction de leur taille nous avons pu distinguer des éléments particuliers qui ne sont pas uniquement expliqués par le volume des déplacés qu'ils accueillent. En effet, il aurait été facile d'expliquer les différences de zone d'origine par la simple taille du camp, camp qui lorsqu'il est de grande taille a plus de chance d'accueillir des populations originaires de régions éloignées. Au delà de cette forme de causalité il existe d'autres éléments d'explication que nous avons pu mettre en évidence lors d'interviews mais également grâce à notre enquête.
- 14 La carte ci dessous localise les zones d'origine des camps que nous avons classés en 3 catégories en fonction de leur spécificité de taille mais également d'implantation. Comme on peut le constater les grands camps urbains accueillent une population d'origine géographique variée. La distance qu'ont dû parcourir les déplacés pour les atteindre est importante car ces derniers centrés sur les capitales étaient les premiers à avoir été ouverts. Il n'est pas rare de discuter avec des familles qui ont dû faire plus de 200 km pour rejoindre Abu Shok. Ces grands camps sont maintenant théoriquement fermés aux nouveaux arrivants et ceux avec qui nous avons pu discuter étaient là depuis 2004-2005.

Figure 3 : Zones d'origine des déplacés en fonction du type de camps

- 15 Les camps de taille réduite et moyenne mais toujours en zone urbaine ou péri-urbaine ont une zone de "captation" presque semblable c'est-à-dire diversifiée et étendue. Bien qu'ils accueillent des volumes de populations moins importants ils ont souvent été mis en place pour accueillir des communautés poussées à la fuite par des combats et ont ensuite été « complétés » par l'apport de populations victimes d'exactions plus restreintes et locales. Toutefois on constate qu'ils ont d'abord accueilli des déplacés originaires de régions relativement proches puis, avec en particulier l'extension de conflits tribaux (Habbanya, Fellata et Salamat) dans le sud à une distance importante, une population issues de zones éloignées jusqu'alors peu touchées par les combats et surtout peu concernées par la présence des ONG.
- 16 Les camps ruraux ont quant à eux une zone de captation restreinte souvent limitée à un rayon d'environ 50km. Les populations ainsi accueillies sont très généralement homogènes. Bien que cela puisse être présenté dans un premier temps comme un point positif en terme de sécurité interne il faut néanmoins garder à l'esprit que cette homogénéité peut devenir facteur de risque lorsque dans une zone contestée la tribu concernée fait l'objet de pression de la part d'un groupe armé local ou d'une tribu « concurrente » (Birgid/Zaghawa, Zaghawa/Maaliya) comme dans la région de Muajeriya par exemple.
- 17 A contrario lorsque les camps sont composés de populations mixées comme c'est parfois le cas autour de Kass ou de Nyamma nous avons pu noter un effort de la part de chaque communauté pour dépasser de telles oppositions et constater que chacune d'entre elles était victime de la situation conflictuelle. La présence d'un mouvement armé dans la région en particulier lorsqu'il avait une dominance tribale pouvait être un facteur déstabilisant contrariant ce type de statu quo ce qui n'est pas semble-t-il le cas

dans la région de Kass ou seules quelques milices procèdent à des raids ponctuels sans réellement contrôler le territoire.

- 18 De manière générale il faut garder à l'esprit qu'en plus de facteurs classiques de choix en fonction de la distance et de l'accessibilité, d'autres moins visibles sont pourtant à l'œuvre. Le questionnaire et les interviews ont permis d'identifier certains d'entre eux. Il s'agit d'abord du rôle et de la présence des ONG qui par les services qu'elles offrent polarisent plus ou moins les déplacements en fonction des activités qu'elles développent. Cette information est parfaitement connue des déplacés mais également des populations même parfois éloignées. Ainsi en cas de déplacement elles se rendront principalement dans les camps bien suivis par ces organisations. Le second facteur qui a été mis en évidence et qui complète les regroupements tribaux déjà constatés est le regroupement familial. En effet, de nombreux déplacés se sont installés dans un camp plutôt qu'un autre du fait de la présence de membres de leur famille même éloignée. La solidarité étant ici primordiale dans les modes de survie, ce facteur est donc essentiel à prendre en compte par les organisations non gouvernementales. Enfin, dernier élément, il semble que la condition économique de la famille contrainte de gagner un camp joue également sur le déplacement qu'elle va effectuer. Plus cette dernière est aisée plus elle se dirigera vers un camp important et éloigné s'il a lieu. Ainsi lors des attaques de la zone de Nyamma, les familles les plus pauvres sont restées à Kass ou Nyamma alors que les autres prenaient la route du camp de Kalma à Nyala⁵.
- 19 Individuellement ces facteurs peuvent expliquer le parcours particulier des familles de déplacés mais ensemble ils constituent un canevas particulièrement complexe de stratégies qui concernent les déplacés eux mêmes. En effet, il est possible de constater des déplacements entre camps sans qu'il soit possible de clairement en expliquer les motifs. A priori la conjonction de ces éléments et de facteurs plus ponctuels et locaux comme l'insécurité ou les problèmes ethniques internes peuvent permettre de comprendre ce mouvement flou, difficilement perceptible qui anime les déplacés et les camps à l'heure actuelle. Un déplacé est alors difficilement associable à un camp. Pour certains ils ont déjà connu deux voire trois déplacements, soit contraints soit volontaires, et tentent de mettre en œuvre des stratégies qui dépassent le simple mode de survie. En effet, on peut clairement assister, bien que cela soit souvent nié par les responsables tribaux dans les camps, à des relocalisations volontaires dans des camps « favorisés » du fait des services proposés ou de la possibilité de cultiver les terres aux alentours.
- 20 Les camps ne sont plus uniquement des zones de survie temporaires. Ils ont pris avec le temps une nouvelle dimension qui reconstruit petit à petit le « paysage » socio-spatial du Darfour en particulier aux abords des centres urbains. La mobilité existe en dehors des simples mouvements dus à l'insécurité, les déplacements sont parfois volontaires et les stratégies mises en œuvre parfaitement adaptées au besoin d'adaptation des déplacés à cet environnement en plein bouleversement.

IV. Les camps, un nouveau cadre de vie en voie de stabilisation

- 21 Les camps sont donc le produit d'une histoire brutale et courte, d'un déracinement ; ils sont considérés comme étant des structures temporaires, l'issue affichée par les protagonistes du conflit est le retour des déplacés dans leurs foyers d'origine. Mais les

années passent sans que ne se dessine aucune perspective concrète de retour, et les déplacés tentent d'aménager leur destin dans les nouvelles localités d'accueil que sont les camps. La quête de la survie dans la dépendance totale de l'aide humanitaire fait peu à peu place à des stratégies d'implantation durable. Mais les conditions dans lesquelles se dessine cet avenir, sont très diverses et soumises à différents paramètres. Ceux-ci relèvent de la situation et du site, de l'accès à l'aide internationale, de la relation de la population aux autorités et aux mouvements rebelles, de sa cohésion et de son engagement politique. Mais il nous a semblé que la taille des camps pouvait être un critère de classification discriminant, dans la mesure où il n'est pas le fruit du hasard, mais résulte largement du déroulement des opérations militaires, de la volonté des agresseurs et de l'intervention des ONG ; il donne d'autre part à ces nouvelles communautés des capacités différentes d'insertion dans le milieu local et de développement de stratégies autonomes. D'autre part, la distance à la ville, en particulier lorsque celle-ci est importante dans la hiérarchie administrative ou économique est un second critère important que nous avons pris en compte dans la classification.

- 22 Nous proposons donc une première typologie au travers quatre grandes classes distinctes de camps en fonction de leur taille et de leur implantation, et une dernière catégorie qui isole un type de camps qui a fait son apparition plus récemment. Ces différents stades d'évolution distinguent donc des camps parvenus à maturité des camps au devenir incertain. La taille, comme on tentera de le démontrer, est un critère à retenir dans la mesure où elle discrimine des évolutions et des virtualités différentes. Cela étant, la taille des camps n'est pas toujours proportionnée à celles des localités au côté desquelles ils se sont créés, même si les grandes villes ont eu tendance à attirer plus de monde, venu de plus loin, attirés par les possibilités d'accès à l'aide et à la sécurité plus grandes qu'elles offraient. Mais dans ce déferlement de barbarie qu'a été la guerre du Darfour, et compte tenu des difficultés de déplacement à travers ce vaste territoire dépourvu de voies de communication, de nombreuses contraintes ont fait que l'aboutissement dans un camp plutôt que dans un autre n'a pas été le résultat d'un choix, mais d'une nécessité de survie immédiate. Maintenant que l'urgence est passée, on assiste à des reconfigurations, à des mobilités résidentielles de certains camps vers d'autres, en fonction des possibilités qui s'y offrent ou des affinités tribales ou politiques. A l'urgence s'est substituée une volonté d'élaborer pour les déplacés une véritable stratégie pour le futur au delà de la simple perspective de retour.
- 23 - Le premier type de camp est le plus important tant par la taille que par la visibilité dont il fait l'objet dans les médias. Ce type de camp est emblématique du conflit puisqu'il illustre l'importance des déplacements et l'extrême concentration qu'il engendre. Ceux qui font partie de cette catégorie sont pour la plupart anciens. Ils accueillent entre 60 000 et 100 000 déplacés, voire plus. Les trois chefs-lieux du Darfour sont chacun entourés d'un ou plusieurs camps : Abu Shok, Al Salam à El Facher, et Kalma à Nyala par exemple.
- 24 Les camps situés aux abords des grandes villes présentent d'ores et déjà des signes flagrants d'urbanisation : leur population est d'abord trop nombreuse pour pouvoir reprendre une activité agro-pastorale sur place ; au contraire, l'importance de la demande de bois de feu ou de construction en a désertifié la périphérie sur parfois plus d'une dizaine de km, ce qui oblige les femmes à de longs trajets pour subvenir aux besoins des familles en bois, d'autant que la collecte du bois et la vannerie sont la seule

activité « commerciale » qui permette à celles-ci d'obtenir un peu d'argent sur les marchés de la ville. Les hommes, de leur côté, cherchent un emploi en ville où ils se rendent quotidiennement dans l'espoir d'une embauche. Les ONG et les agences de l'ONU qui desservent les camps, et qui recrutent du personnel local sont installées en ville, créant un mouvement constant, durant la journée, de véhicules et de personnel entre leurs bureaux, leurs entrepôts, leurs structures de soins et les camps. Les habitants des camps sont également astreints à se rendre en ville pour répondre aux convocations de l'administration : sécurité, police, administration civile, ministère de la santé... Les citoyens eux-mêmes se rendent fréquemment dans les camps : ils peuvent y avoir de la parentèle, y faire du commerce, ou même y édifier une hutte pour se faire inscrire sur les listes de bénéficiaires de l'aide.

- 25 Les camps proches des grandes villes ont en effet un accès privilégié à l'aide humanitaire, qui a besoin pour se déployer d'infrastructures importantes : aéroports (vitaux en l'absence de routes asphaltées et praticables en toutes saisons), bureaux, logements pour le personnel expatrié, hôpitaux, hangars, courant électrique, eau courante...sans oublier l'omniprésente administration soudanaise, qui délivre (ou plus souvent refuse) autorisations de travailler, de se déplacer... Pour la communauté internationale, le regroupement de la population dans des camps proches des grands centres urbains est donc une facilité. De même, pour le gouvernement, elle permet une meilleure surveillance de la population considérée comme acquise aux rebelles. Les camps deviennent donc le siège d'une activité économique certes modeste, mais néanmoins complémentaire de celle de la ville : production locale, comme celle du bois, ou encore fabrication de briques crues, comme à Abu Shok, situé sur les rives argileuses d'un wadi ; activité commerçante, avec des marchés constitués de minuscules étals, à même le sol, vendant quelques produits agricoles ou de consommation courante, (celui de Kalma s'étale dans une artère du camp sur environ 1 km) et d'échoppes d'artisans.
- 26 L'activité économique de ces grands camps est également dopée par les salaires des employés des ONG qui y résident, par la revente des produits de l'aide inadaptée ou excédentaire, et par les trafics qui s'y développent de manière plus ou moins tolérée.
- 27 Les femmes jouent un rôle primordial dans cette activité économique : elles forment la majorité des habitants des camps, et ont à charge l'éducation de leurs enfants, sans le soutien des maris tués ou partis se battre ou chercher du travail. Elles seront sans doute un élément moteur de l'urbanisation des déplacés : elles ont vu leur sort s'améliorer d'une façon irréversible à la faveur du déplacement : dans les camps, elles ont découvert l'accès à une eau abondante et de qualité, échappant pour la première fois dans l'histoire à l'épuisante corvée d'eau qui fait de leur vie un calvaire, l'accès aux soins médicaux, à des grossesses et à des accouchements assistés, et parfois même à des aides pour le lancement de leurs activités. Elles sont donc beaucoup plus que les hommes, clairement en faveur d'un changement de vie.
- 28 L'image classique du camp de huttes ou de tentes ou de simples abris bâchés de « plastic sheets » de l'UNICEF, fait place à une « durcification » de l'habitat. Au Nord-Darfour où le bois est plus rare, mais aussi à Kalma, avec des bicoques en bois et dans une moindre mesure en brique.
- 29 Une autre caractéristique des grands camps est la variété de l'origine géographique et tribale des déplacés comme nous avons pu le constater précédemment. Venus de distances parfois très éloignées, des groupes hier mal connus, voire hostiles les uns aux autres peuvent être contraints d'y coexister, et se découvrent un sort commun de

victimes de la politique gouvernementale et des violences d'autres groupes comme les janjawid. De là une ébauche de solidarité, activée par les nouvelles élites qui émergent : instituteurs, jeunes instruits, aux côtés des anciennes structures de pouvoir tribal bafouées ou abolies. Mais l'engagement politique peut prendre une configuration tribale et conduire au creusement de nouveaux clivages, accompagnant la désagrégation et le morcellement des groupes rebelles d'origine. Ainsi à Kalma, le camp était à l'origine peuplé de Fur, majoritaires, et d'une minorité Zaghawa et Massalit, tous originaires du Sud du djebel Marra et favorables au mouvement rebelle SLA. Mais si les Fur ont refusé en masse l'accord d'Abuja et sont demeurés fidèles au dirigeant historique du mouvement, Abdelwahid Mohamed Nur, les Zaghawa et les Massalit se sont prononcés en faveur du leader scissionniste du SLA, Mini Minawi, Zaghawa lui-même, devenu un supplétif du gouvernement à l'issue de cet accord en mai 2006. A la suite d'affrontements armés, ils ont dû être déplacés en décembre 2007 par les autorités vers un nouveau camp.

- 30 - Les camps de taille moyenne : Comptant de 20 à 50 000 résidents environ, ces camps maillent le territoire, généralement à proximité de villes elles-mêmes moyennes. Ils peuvent présenter un recrutement diversifié, mais dans un rayon plus réduit (une cinquantaine de km généralement) que les grands camps. L'exemple d'Otash (50 000 résidents, à 5 km au Nord de Nyala) montre néanmoins que les déplacés peuvent provenir de région très éloignées.
- 31 Selon leur emplacement et leur situation, c'est-à-dire selon les conditions naturelles et sécuritaires qui prévalent, les résidents peuvent reprendre une activité agro-pastorale à proximité des camps, en accord avec les habitants originels du lieu, par exemple en louant des terres au bord des wadis. L'activité agricole s'y trouve souvent limitée à une étroite bande autour du camp, lorsque les cultures ne sont pas directement effectuées à l'intérieur de ce dernier. Ceci est d'autant plus nécessaire que les villes proches offrent, lorsqu'elles sont de faible taille, moins de possibilités d'activités : moins de débouchés pour les productions des déplacés, mais aussi moins de présence des organismes d'aide, moins de présence des organes de l'Etat, moins de commerce et de transit. La raréfaction de ces sources de revenus est brutale, bien plus que ne le laisserait penser le différentiel de population avec les grandes villes, ou la distance parfois assez modeste qui les sépare des grandes villes et de leurs aéroports.
- 32 Les centres secondaires ne sont donc desservis que de façon épisodique lorsqu'ils sont localisés loin des grandes villes, ou par une aide qui se cantonne à l'essentiel et qui est soumise aux aléas du transport et de la sécurité sur place. C'est le cas pour des camps comme Shangil Tobay ou Tawila, desservis à partir d'El Facher, tandis que d'autres, comme Kebkabiya, cité historique du Darfour, ont une relative autonomie avec leur piste d'atterrissage, mais qui ne compense pas l'insécurité de la route sur laquelle elle est située, entre El Facher et El Geneina, du fait de la présence en masse des milices tribales pro-gouvernementales de Cheikh Moussa Hilal alentour.
- 33 Contrairement aux grands camps, ceux-ci ne présentent pas de signes de « durcification » très importants, même si des abris construits en briques ou en bois sont visibles à Otash en particulier dans la zone de contact avec la ville. Pourtant, ces camps sont sans doute appelés à durer, soit en tant qu'agglomérations autonomes lorsqu'ils sont à l'écart des villes, soit comme nouveaux quartiers en voie d'agglomération, d'autant plus qu'une partie des déplacés venus des villages alentours trouvent refuge dans leur famille installée en ville, ou s'implantent dans les interstices du bâti urbain.

- 34 - Les camps isolés en milieu rural. Ces camps de taille modeste (moins de 20 000 habitants) sont de loin les plus nombreux : on en compte des dizaines éparpillés sur tout le territoire, qui ont accueilli les populations locales chassées de leurs foyers. Situés à la périphérie de villages (Seleah) ou de bourgs ruraux (Muajeriya), ils accueillent entre 15 000 et 25 000 déplacés venus pour la plupart d'une zone proche (30 à 50 km). Il est souvent difficile de distinguer l'entité « camp » de l'entité « village » ou « bourg », dans la mesure où le bâti et l'équipement de ces villages est lui-même très rudimentaire, fait de huttes ou de cases de boue séchée ou de briques crues, selon les régions. D'autre part, le village d'accueil est souvent familier aux arrivants, qui y ont des connaissances et de la famille, et dont, généralement, ils parlent la langue et les coutumes. De ce fait, l'hospitalité et la solidarité jouent et les arrivants peuvent s'adonner à une activité agro-pastorale sur des terres vacantes.
- 35 Cela est d'autant plus nécessaire que l'aide qui parvient à cette population est faible et imprévisible : des distributions de blanket feeding, de temps en temps, qui donnent à la population quelques sacs de farine de mil, ou bien des passages de cliniques mobiles qui vaccinent les enfants contre la rougeole et réfèrent quelques cas de malades ou de blessés à la clinique la plus proche. L'aide humanitaire, qui parvient par des pistes peu fréquentées et difficilement carrossables, est souvent interrompue par les attaques menées par des factions rebelles ou des milices de tribus nomades.
- 36 Ces camps sont soit homogènes ethniquement, soit un condensé de la palette ethnique de la région environnante, ce qui en rend la vie quotidienne plus facile à gérer que celle des grands camps. La violence du conflit n'épargne cependant pas ces camps malgré leur apparente stabilité et les liens qui existaient entre les populations qui le composent. En effet dans des régions où différentes tribus d'agriculteurs se sont concertées pour mettre en valeur les terres, les clivages engendrés par le DPA⁶ ont déclenché des affrontements.
- 37 D'autre part, la proximité de la terre d'origine permet aux habitants de développer des stratégies de survie classiques en période de pénurie : familiers de la flore et de la faune, ils pallient la rareté de l'aide par le recours à la cueillette ou une agriculture sommaire et retournent dans leur village pour récupérer des biens abandonnés ou pour cultiver la terre si la situation sécuritaire le permet, tout en demeurant la nuit sous la protection relative du camp. Protection due bien plus à l'effet de masse du regroupement qu'à une quelconque protection des autorités...A Selehah, on observe également du fait de l'homogénéité tribale une importante solidarité communautaire qui permet aux nouveaux arrivants de bénéficier d'une aide qu'ils n'auraient sans doute pas trouvée dans d'autres camps. Enfin, les terres qui bordent le bourg et donc les camps périphériques à Selehah, appartiennent à un seul et même propriétaire. La cession provisoire d'une part de ces dernières n'est donc pas un sacrifice trop important. L'arrivée de nouveaux déplacés depuis mars 2008 ne pose ainsi pas de graves problèmes d'implantation même si la situation alimentaire est précaire. Pour y faire face, ce propriétaire accorde aux déplacés un droit d'exploitation sur ses terres en échange d'une partie de la récolte ou de la vente des produits récoltés. Les résidents qui ne peuvent pas retourner le jour à leurs champs du fait de l'éloignement ou de l'insécurité tentent de relancer dans une bande étroite autour du camp et du village une activité agro-pastorale pour leurs propres besoins, mais aussi pour le marché urbain.

- 38 - Enfin dernier type, les camps au stade initial. La plupart des camps existants sont aujourd'hui saturés, et il leur est interdit d'enregistrer de nouveaux déplacés. De nouveaux camps, souvent isolés, à la structure rudimentaire, apparaissent cependant au fil des opérations militaires. Leur taille peut évoluer très rapidement en fonction soit de nouveaux combats soit de mouvements de déplacés d'un camp à l'autre, pour bénéficier des services offerts par les organisations internationales. Le camp d'Al Salam au sud de Nyala a ainsi vu sa population passer d'environ 3000 déplacés en janvier 2007 à environ 53 000 en avril 2008.
- 39 Ces camps accueillent une population traumatisée et dans le plus grand dénuement. Les conditions de vie y sont critiques, en termes de logement, de soins de santé, de possibilité de travailler. Les carences alimentaires et parfois le manque d'eau sont patents, malgré les efforts des quelques ONG présentes.
- 40 Ce dernier type de camp illustre la précarité des populations du Darfour et l'instabilité encore présente dans la région. Ces camps nous semblent les plus préoccupants du fait des conditions d'existence précaire, de la forte déstructuration sociale des populations qui arrivent, des difficultés pour les ONG à couvrir ces nouveaux besoins.
- 41 La distance qui sépare ces camps des villes augmentée par l'insécurité du trajet contrarie leur intégration même précaire au système urbain à travers l'accès au marché de l'emploi, au système des ONG, à l'administration et aux activités commerciales.
- 42 D'autre part, leur organisation interne est primaire, tout comme les services rendus par les ONG, parfois limités par les autorités. Enfin l'insécurité y règne : insécurité sur les routes et insécurité à l'intérieur des camps dépourvus de contrôle établi handicapent l'intervention des ONG et des agences internationales. Ces éléments font de ces camps des organismes précaires qui n'ont sans doute pas vocation à se « sédimer » comme peuvent le faire les camps de taille comparable, anciens et proches des villes. Ils servent souvent de relais pour de nouveaux déplacements vers d'autres camps mieux desservis ou pour des regroupements communautaires ou familiaux dans les camps de la région.
- 43 Il ne faut pas voir dans cette typologie une représentation fixe de ce phénomène au Darfour. En fonction des exemples que nous avons pu étudier à l'heure actuelle il est possible de brosser un portrait qui pourra évoluer avec les connaissances supplémentaires qu'apportera l'enquête en cours. En effet, même si la taille peut apparaître comme l'un des aspects déterminants, l'environnement et la distance à une ville, ainsi que la présence éventuelle en milieu rural d'une activité agricole potentiellement importante pourront modifier cette articulation. Différents facteurs influent sur le fonctionnement et le devenir des camps. De nombreux contre-exemples peuvent être mis en évidence et il nous faudra prolonger notre intérêt pour ces concentrations humaines afin d'en déterminer la nature et le devenir.

V. La ville comme nouveau repère

- 44 Villes et camps sont donc fortement liés ; même lorsque ces derniers sont situés en zone rurale, ils dépendent des centres urbains pour leur approvisionnement qui se fait alors soit par camions soit souvent par hélicoptères du fait de l'insécurité.
- 45 Cette concentration forcée et ce déracinement profond dans un contexte d'aide très important ne sont pas sans conséquences sur la situation économique des familles déplacées et sur le contexte culturel dans lequel elles évoluent.

- 46 Si pour la majorité des déplacés le quotidien est un combat permanent, un « boom » économique est néanmoins visible en particulier dans les zones urbaines. L'intervention des organisations internationales a généré une économie déconnectée des structures traditionnelles mais génératrice de revenus importants. Les déplacés profitent pour certains de cette dernière par l'intermédiaire d'emplois de gardiens, d'assistants, de chauffeurs etc qui leurs apportent des revenus inconcevables auparavant.
- 47 La manne financière injectée par les organisations internationales modifie donc profondément l'économie locale. Ce bouleversement économique s'accompagne d'un véritable séisme culturel apporté par la fusion brutale avec le milieu urbain et les services qui l'accompagnent.
- 48 Ce changement culturel, l'accès aux services de santé, à une certaine forme de « modernité », et l'émergence artificielle d'une économie dynamique sont autant d'éléments qui rendent le retour à une situation antérieure impossible. A ceci il faut ajouter des éléments défavorables liés au lieu d'origine et à la vie dans les camps. Les différentes enquêtes menées dans les camps autour de Nyala, Al Fasher, Kass, Seleah auprès des déplacés et des autorités traditionnelles en 2007-2008 ont montré que le droit au retour était avant tout un moyen d'affirmer un attachement à la terre plus qu'un réel désir envisagé dans le futur. Cette revendication bien qu'affirmée fortement ne résiste pas à des enquêtes et des interviews plus poussées qui montrent un véritablement déchirement culturel. Les déplacés sont après cinq ans de conflit, en partie intégrés de fait à un nouveau système qui s'est réorganisé autour de la subsistance au sein des camps et ceci dans un contexte d'aide important et de réorganisation socio-économique. En effet, en plus d'avoir bouleversé les structures sociales et hiérarchiques traditionnelles, la vie dans les camps a plongé brutalement ces populations dans un contexte socio-économique nouveau.
- 49 Parallèlement à ce changement d'environnement et à la fusion imparfaite au milieu urbain nous avons observé un certain nombre de changements dans les modes de vie et en particulier une profonde modification de la perception de l'avenir chez les jeunes. Ces derniers ont perdu du fait de leur déracinement, la connaissance et les pratiques que maîtrisaient leurs parents dans leur activité agricole. Cette génération s'éloigne d'un mode de vie qu'elle n'a que peu ou pas connu. Lors des discussions avec les représentants des différentes communautés dans les camps est revenue très régulièrement une préoccupation concernant le comportement et l'état d'esprit des jeunes adolescents pour qui il semble inconcevable de rentrer. Cette position est notamment très perceptible chez les jeunes de 20 ans dont l'adolescence s'est déroulée dans les camps et qui ont été confrontés aux biens et aux attitudes nouveaux : téléphone portable, changements vestimentaires, linguistiques et sociaux, une certaine émancipation des femmes sont perçus comme prometteurs d'un mode de vie « moderne » auquel ils ne désirent pas renoncer malgré leur situation de déplacés. La ville est le nouveau référent culturel pour de nombreux déplacés. Bien que l'agglomération de populations en même lieu ne constitue pas le fait urbain, il engendre la production de nouveaux modes de production et donc de survie. Les zones urbaines n'ayant pas atteint du fait du conflit un stade suffisant pour favoriser l'émergence d'activités importantes nouvelles, cette population n'a pour la plupart du temps qu'une vision partielle de la vie urbaine. Toutefois du fait de l'injection artificielle de moyens financiers démesurés elle génère l'illusion d'un nouvel espace de

vie économique. Ce dernier est particulièrement fragile et totalement dépendant de la présence étrangère en l'absence d'une véritable structure économique « moderne ». Cette illusion est cependant suffisante pour apporter à de nombreux déplacés l'espoir d'un avenir dans ces zones.

Conclusion

- 50 La question se pose donc de savoir quel modèle de développement a les faveurs de Khartoum, et dans quelle mesure le développement économique et social du Darfour peut servir ses intérêts. C'est la réponse que l'on peut donner à cette question qui conditionne l'avenir des déplacés et plus largement, de toutes les victimes de ce conflit. Depuis le début de la crise, le gouvernement a insisté, et sans doute avec une sincérité qui pose question, sur le retour des déplacés. En revanche, les déplacés ont unanimement refusé de céder aux pressions et de quitter les camps. Ils savent en effet que le retour, tel qu'il est envisagé par les autorités, n'a pour but que de rétablir une population asservie sur les terres agricoles abandonnées. Selon le mode d'appropriation prédatrice des ressources en vigueur, et qui sert de base économique aux pouvoirs centraux successifs depuis l'indépendance, l'idée est de mettre en valeur les terres fertiles et relativement bien arrosées de la province pour y développer une agriculture mécanisée, entre les mains des affidés locaux ou centraux du régime. Grâce à son éloignement et à son système foncier hérité du sultanat, le Darfour avait jusqu'ici échappé au sort des autres provinces sahéliennes du pays. Mais la désertification engendrée par ce type d'exploitation « minière » du sol, par l'absence de conception durable du développement, exige d'accaparer sans cesse de nouvelles terres, en direction du Sud et de l'Ouest. Les camps doivent donc servir de réservoir de main d'œuvre, dont une partie pourra trouver sa subsistance en ville, dans les activités « modernes » périphériques de l'agrobusiness. D'ores et déjà, Nyala, capitale économique de la région, voit s'élever des abattoirs modernes, pour traiter le bétail naguère exporté sur pied en direction des marchés des capitales du Golfe.
- 51 Pour le cas où le retour à la paix serait assorti de concessions gouvernementales imposées par la communauté internationale, on pourrait imaginer un retour partiel des déplacés sur leurs terres, sous protection internationale. Cela n'entraînerait pas un retour à la vie d'antan, mais l'organisation d'une vie au rythme de migrations temporaires du village à la ville, avec une dualité de résidences et de revenus. Les déplacés tenteraient alors de donner à leurs dépens au village le « confort » découvert aux camps, et qui paraît aujourd'hui indispensable : accès aux soins, à l'eau potable, mais avant tout à l'éducation. Ces migrations se dérouleraient en fonction des travaux agricoles, des occasions d'emploi en ville, de la scolarisation des enfants. Et elles déboucheraient soit sur une urbanisation sur place des villages, soit sur une migration définitive vers la ville.
- 52 Ces scénarios doivent prendre en compte la grande diversité des situations locales et régionales. La dégradation de leur environnement, qui a incité certains nomades chameliers à se muer en janjawid pillards, conduira à une sédentarisation tendancielle vers l'agriculture, le commerce ou l'urbanisation. Le choix dépendra beaucoup de la façon dont la question foncière sera traitée et de la place que ce règlement fera à ceux qui sont dépourvus de terres, ainsi que du succès des mécanismes de compensation et de réconciliation.

- 53 Pour les autres, agriculteurs ou éleveurs, le choix dépendra de la richesse et de l'abondance des terres disponibles, de la pluviométrie et des possibilités de stockage et d'irrigation à partir des cours d'eau ou des nappes. Il dépendra également des relations avec les autorités, avec les voisins, des conditions de sécurité et du règlement des problèmes fonciers.
- 54 La nouvelle existence ne se traduira pas que par des activités nouvelles : celles-ci entraîneront de nouveaux rapports sociaux, plus individualistes et moins cloisonnés en même temps qui modifieront profondément le paysage social et économique du Darfour.

BIBLIOGRAPHIE

De Waal A., 2005, *Famine that kills*, New York, Oxford University, 258 p.

De Waal A., Flint J., 2006, *Darfur : A short history of a long war*, Londres, Zed Books, 152 p.

Prunier G., 2005, *Le Darfour, un génocide ambigu*, Paris, Table ronde, 272 p.

O'Fahey R.S., Abu Salim M. I., 2003, *Land in Dar Fur*, Cambridge, Cambridge University Press, 184 p.

Lavergne M., 2007, « Darfour, un Munich tropical », *Politique Internationale*, n°117, p.377-400.

Lavergne M., 2007, « Les transplantations forcées au Darfour : dernier avatar du peuplement soudanais ou nouveau mode de gestion du territoire ? », *L'Information Géographique*, vol.71, p. 47-61.

Enquête et interviews réalisés par P. Quintin pour les ONG Action contre la Faim et Solidarités au Darfour entre juin 2007 et décembre 2008.

Rapports d'activités de l'ONG Action Contre la Faim

NOTES

1. L'auteur a volontairement utilisé le pluriel pour le terme espace afin de mettre en évidence au delà du simple espace géographique « contenant », l'imbrication des espaces spécifiques visibles au Darfour : l'espace des transhumances, l'espace humanitaire composé des différents camps, l'espace « arabe » ou « africain » modelé par les activités de ses deux communauté etc

2. Cheik : Chef traditionnel en charge d'une communauté (village ou camp par exemple)

3. Ocha : *Office for the Coordination of Humanitarian Affairs. Organisme en charge de coordonner l'action humanitaire des Nations Unies.*

4. Les autorités soudanaises ayant refusé de délivrer à l'auteur une autorisation de circuler dans cette région.

5. L'enquête ayant servi de base à cette étude n'ayant pu être terminée suite à l'expulsion de certaines ONG en mars 2009, ses résultats quantitatifs n'ont pu être totalement validés et exploités. Néanmoins, une longue série d'entretiens destinés à compléter cette enquête a été menée en parallèle et a permis de la compléter et de valider les résultats partiels.

6. DPA : *Darfur peace agreement. Accord de paix théorique conclu en 2006 à Abuja. Ce dernier a entraîné une véritable scission entre les groupes armés et les populations qu'ils représentaient l'ayant signé et les autres.*

RÉSUMÉS

Les camps théoriquement provisoires du Darfour sont, du fait de la durée du conflit, en train de se transformer pour certains en de véritables périphéries urbaines entraînant ainsi un changement de mode de vie radical pour les populations qu'ils abritent. Accompagnant et générant ce mouvement, ces dernières passent d'une stratégie de survie à une adaptation sociale et économique qui risque de rendre ce processus irréversible, contrariant de fait la volonté de certains de les voir regagner leurs villages d'origine.

Due to the long duration of the conflict in Darfur, some of the supposedly temporary camps are now turning into actual urban peripheries, which entails a dramatic change in lifestyle for their population. In the process, these populations have shifted from a survival strategy to a form of social and economic adaptation which may well make this movement irreversible, despite the wishful thinking of those who would like the displaced people to return to their villages of origin.

INDEX

Mots-clés : conflits tribaux, Darfour, déplacements de populations, urbanisation

Keywords : Darfur, populations displacements, tribal conflicts, urbanization

AUTEUR

PHILIPPE QUINTIN

Association Recherches Humanitaires & Ressources Humanitaires – UMR 5195 GREMMO -
rh2@ressources-recherches-humanitaires.org